

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/10044]

30 JANVIER 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'AEPol en ce qui concerne les prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ("PJPo"), l'article VI.I.4, § 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'arrêté royal du 24 octobre 2003;

Vu l'arrêté ministériel du 28 décembre 2001 portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ("AEPo");

Vu le protocole de négociation n° 340/1 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 23 avril 2014;

Vu les avis de l'Inspecteur général des Finances, donnés le 20 mars 2015 et le 30 avril 2016;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 26 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction Publique, donné le 20 octobre 2016;

Considérant que l'avis du Conseil des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai fixé et qu'aucune demande de prolongation n'a été formulée; qu'en conséquence, il a été passé outre;

Vu l'avis 60.510/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. A l'article VI.6, 2°, AEPo, modifié par l'arrêté ministériel du 30 janvier 2014, les mots "VIII.X.16ter PJPo" sont remplacés par les mots "VIII.X.16septies PJPo".

Bruxelles, le 30 janvier 2017.

J. JAMBON

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/10044]

30 JANUARI 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van het UBPol voor wat de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid betreft

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten ("RPPo"), artikel VI.I.4, § 1, derde lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2003;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 december 2001 tot uitvoering van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten ("UBPol");

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 340/1 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 23 april 2014;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 20 maart 2015 en op 30 april 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 26 juli 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 20 oktober 2016;

Overwegende dat het advies van de Raad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn is gegeven en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gedaan is; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Gelet op advies 60.510/2 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Enig artikel. In artikel VI.6, 2°, UBPol, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 30 januari 2014, worden de woorden "VIII.X.16ter RPPo" vervangen door de woorden "VIII.X.16septies RPPo".

Brussel, 30 januari 2017.

J. JAMBON

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2016/00865]

26 JANVIER 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ("PJPo");

Vu le protocole de négociation n° 340/1 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 23 avril 2014;

Vu les avis de l'Inspecteur général des Finances, donnés le 20 mars 2015 et le 30 avril 2016;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 26 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction Publique, donné le 20 octobre 2016;

Considérant que l'avis du Conseil des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai fixé et qu'aucune demande de prolongation n'a été formulée; qu'en conséquence, il a été passé outre;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2016/00865]

26 JANUARI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten ("RPPo");

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 340/1 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 23 april 2014;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 20 maart 2015 en op 30 april 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 26 juli 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 20 oktober 2016;

Overwegende dat het advies van de Raad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn is gegeven en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gedaan is; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Vu l'avis 60.509/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. L'article VIII.III.4, alinéa 2, PJPoI, modifié par les arrêtés royaux du 29 janvier 2014, est complété par le 10^o, rédigé comme suit :

"10^o les prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée."

Art. 2. Dans le PJPoI, il est inséré un article VIII.IV.7bis rédigé comme suit :

"Art. VIII.IV.7bis. Le membre du personnel, non aspirant, a droit à un congé de cinq jours ouvrables par an pour les activités suivantes :

1^o l'accompagnement et l'assistance de malades, de personnes handicapées et de personnes en précarité sociale lors de voyages et séjours de vacances en Belgique et à l'étranger. Ces voyages et séjours de vacances doivent être organisés par une association, une institution publique ou une institution privée dont la mission consiste à s'occuper de malades, de personnes handicapées ou de personnes en précarité sociale et qui reçoit des subsides publics à cet effet;

2^o l'accompagnement de sportifs handicapés lors de leur participation aux jeux paralympiques ou aux "special olympics".

Le congé visé à l'alinéa 1^{er} peut être accordé au membre du personnel pout autant que la personne concernée :

- soit habite sous le même toit que le membre de personnel;
- soit, si la personne n'habite pas sous le même toit que le membre du personnel, soit un parent ou un allié au premier degré.

Pour bénéficier de ce congé, le service peut demander au membre du personnel de fournir la preuve de participation aux activités."

Art. 3. Dans l'article VIII.X.16bis PJPoI, inséré par l'arrêté royal du 14 octobre 2008, les mots "du nombre de jours visé à l'article VIII.III.1" sont remplacés par les mots "du nombre de jours visé à l'article VIII.III.1 ou, le cas échéant, du nombre de jours visé à l'article VIII.III.1bis".

Art. 4. Dans la partie VIII, Titre X du PJPoI, il est inséré un chapitre IIbis, comportant les articles VIII.X.16quater à VIII.X.16septies, rédigé comme suit :

"Chapitre IIbis. – Prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée

Art. VIII.X.16quater. § 1^{er}. Le membre du personnel, non aspirant, ni stagiaire, ni membre du personnel contractuel, peut demander d'exercer sa fonction dans le cadre de prestations réduites pour raisons médicales lorsque, suite à une inaptitude médicale de longue durée, il est empêché de travailler à temps plein à la suite d'une période de prestations réduites pour maladie en application des articles VIII.X.12 à VIII.X.16ter ou après une absence ininterrompue pour cause de maladie d'au moins trente jours.

§ 2. Le membre du personnel visé au § 1^{er} peut reprendre sa fonction à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % de ses prestations normales pour une période de maximum douze mois, à moins que le médecin du service médical estime que le nouvel examen doit avoir lieu plus tôt.

Des prolongations peuvent être accordées pour des périodes de tout au plus douze mois, si le médecin du service médical estime lors d'un nouvel examen que l'état de santé du membre du personnel le justifie.

Au cours d'une période de prestations réduites, le membre du personnel peut demander un nouvel examen médical auprès du service médical en vue d'adapter son régime de travail.

A chaque examen, le médecin du service médical juge si le membre du personnel est apte à prêter 50 %, 60 % ou 80 % des prestations normales.

§ 3. Les prestations réduites sont effectuées selon une répartition des prestations sur la semaine, conformément à l'avis du médecin du service médical.

Gelet op advies 60.509/2 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. – Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Artikel VIII.III.4, tweede lid, RPPoI, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 januari 2014, wordt aangevuld met de bepaling onder 10^o, luidende :

"10^o de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid."

Art. 2. In het RPPoI wordt een artikel VIII.IV.7bis ingevoegd, luidende :

"Art. VIII.IV.7bis. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, heeft recht op een verlof van vijf werkdagen per jaar voor de volgende activiteiten :

1^o het vergezellen en bijstaan van zieken, personen met een handicap en maatschappelijk kwetsbare personen tijdens vakantie-reizen en vakantieverblijven in België en het buitenland. Die vakantie-reizen en vakantieverblijven moeten georganiseerd worden door een vereniging, een openbare instelling of een privé-instelling, waarvan de opdracht erin bestaat de zorg voor zieken, personen met een handicap of maatschappelijk kwetsbare personen op zich te nemen en die hiervoor subsidies van de overheid krijgt;

2^o het begeleiden van sporters met een handicap die deelnemen aan de paralympische spelen of de "special olympics".

Het in het eerste lid bedoelde verlof kan worden toegestaan aan het personeelslid voor zover de betrokken persoon :

- ofwel met het personeelslid onder hetzelfde dak woont;
- ofwel, indien de persoon niet met het personeelslid onder hetzelfde dak woont, een bloed- of aanverwant in de eerste graad is.

Om dit verlof te genieten, kan de dienst het personeelslid vragen het bewijs te leveren van deelname aan de activiteiten."

Art. 3. In artikel VIII.X.16bis RPPoI, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2008, worden de woorden "op het in artikel VIII.III.1 bedoelde aantal dagen" vervangen door de woorden "op het aantal dagen bedoeld in artikel VIII.III.1 of, in voorkomend geval, op het aantal dagen bedoeld in artikel VIII.III.1bis".

Art. 4. In Deel VIII, Titel X van het RPPoI wordt een hoofdstuk IIbis ingevoegd dat de artikelen VIII.X.16quater tot VIII.X.16septies bevat, luidende :

"Hoofdstuk IIbis. – Verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid

Art. VIII.X.16quater. § 1. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, de stagiair en het contractuele personeelslid, kan vragen om zijn ambt met verminderde prestaties wegens medische redenen uit te oefenen, wanneer het ingevolge een langdurige medische ongeschiktheid verhinderd is voltijds te werken aansluitend op een periode van verminderde prestaties wegens ziekte in toepassing van de artikelen VIII.X.12 tot VIII.X.16ter of na een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van tenminste dertig dagen.

§ 2. Het in § 1 bedoelde personeelslid kan zijn ambt opnieuw opnemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximum twaalf maanden, tenzij de arts van de medische dienst oordeelt dat het nieuwe onderzoek vroeger moet plaatsvinden.

Verlengingen mogen worden toegestaan voor periodes van ten hoogste twaalf maanden, indien de arts van de medische dienst bij een nieuw onderzoek oordeelt dat de gezondheidstoestand van het personeelslid dit wettigt.

Tijdens een lopende periode van verminderde prestaties kan het personeelslid een nieuw medisch onderzoek aanvragen bij de medische dienst met het oog op het aanpassen van zijn arbeidsstelsel.

Bij elk onderzoek oordeelt de arts van de medische dienst of het personeelslid geschikt is om 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties te leveren.

§ 3. De verminderde prestaties worden verricht volgens een verdeling van de prestaties over de week overeenkomstig het advies van de arts van de medische dienst.

§ 4. La durée des prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée n'est pas imputée sur le nombre de jours de congé visé à l'article VIII.X.1^{er}.

§ 5. Les prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée sont suspendues par :

- 1° l'interruption de la carrière professionnelle;
- 2° le départ anticipé à mi-temps;
- 3° la semaine volontaire de quatre jours;
- 4° l'absence de longue durée pour raisons personnelles;
- 5° les congés dans le cadre de la protection de la maternité;
- 6° le congé parental;
- 7° la semaine de quatre jours avec et sans prime;
- 8° le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

L'autorisation d'effectuer des prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée est temporairement interrompue lors d'une absence pour maladie, pour un accident du travail, pour un accident survenu sur le chemin du travail et pour une maladie professionnelle.

Art. VIII.X.16quinquies. § 1^{er}. Le membre du personnel visé à l'article VIII.X.16quater, § 1^{er}, bénéficie de son traitement complet pour les douze premiers mois de prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée.

La durée visée à l'alinéa 1^{er} est diminuée du nombre de jours de prestations réduites pour maladie que le membre du personnel a déjà pris pour la même affection en application des articles VIII.X.12 à VIII.X.16ter.

§ 2. Après épuisement du délai visé dans le § 1^{er}, le membre du personnel bénéficie du traitement dû pour les prestations réduites, augmenté d'un complément égal à 60 % du traitement qui aurait été dû pour les prestations non fournies.

Art. VIII.X.16sexies. § 1^{er}. Le membre du personnel qui désire bénéficier de prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée doit avoir obtenu l'avis du médecin du service médical au moins cinq jours ouvrables avant le début des prestations réduites.

Le membre du personnel doit produire un rapport médical circonstancié établi par un médecin spécialiste.

§ 2. Le médecin du service médical se prononce sur l'aptitude médicale du membre du personnel à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % des prestations normales. Ce médecin remet aussi rapidement que possible, le cas échéant, après avoir consulté le médecin spécialiste visé au § 1^{er}, alinéa 2, ses constatations écrites au membre du personnel.

§ 3. Après la remise de ses constatations par le médecin du service médical dans le cadre d'une demande de prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée, le membre du personnel peut désigner un médecin-arbitre, de commun accord avec le service médical, dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise des constatations en vue de régler le litige médical. Si aucun accord ne peut être conclu dans les deux jours ouvrables, le membre du personnel peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin-arbitre qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toute autre constatation demeure couverte par le secret professionnel.

Les frais de cette procédure, ainsi que les éventuels frais de déplacement du membre du personnel, sont à charge de la partie qui succombe.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance du médecin spécialiste visé au § 1^{er}, alinéa 2, et du médecin du service médical. Le service médical et le membre du personnel en sont immédiatement avisés par lettre recommandée à la poste par le médecin-arbitre.

Art. VIII.X.16septies. Si le service médical estime que le membre du personnel est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % des prestations normales, il en informe l'autorité compétente dont relève le membre du personnel.

§ 4. De duur van de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid wordt niet aangerekend op het aantal verlofdagen bedoeld in artikel VIII.X.1.

§ 5. De verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid worden opgeschort door :

- 1° de loopbaanonderbreking;
- 2° de halftijdse vervroegde uittreding;
- 3° de vrijwillige vierdagenweek;
- 4° de afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 5° de verloven in het raam van de moederschapsbescherming;
- 6° het ouderschapsverlof;
- 7° de vierdagenweek met en zonder premie;
- 8° het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar.

De machtiging om verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid te verrichten, wordt tijdelijk onderbroken tijdens een afwezigheid wegens ziekte, wegens een arbeidsongeval, wegens een ongeval op de weg van en naar het werk en wegens een beroepsziekte.

Art. VIII.X.16quinquies. § 1. Het personeelslid bedoeld in artikel VIII.X.16quater, § 1, geniet zijn volledige wedde voor de eerste twaalf maanden van de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid.

De in het eerste lid bedoelde duur wordt verminderd met het aantal dagen verminderde prestaties wegens ziekte dat het personeelslid reeds heeft opgenomen voor dezelfde aandoening in toepassing van de artikelen VIII.X.12 tot VIII.X.16ter.

§ 2. Na uitputting van de in § 1 bedoelde termijn geniet het personeelslid de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties, vermeerderd met een aanvulling gelijk aan 60 % van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt.

Art. VIII.X.16sexies. § 1. Het personeelslid dat verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid wenst te genieten, dient ten minste vijf werkdagen voor de datum waarop de verminderde prestaties aanvangen, het advies van de arts van de medische dienst verkregen te hebben.

Het personeelslid dient een omstandig geneeskundig verslag voor te leggen van een arts-specialist.

§ 2. De arts van de medische dienst spreekt zich uit over de medische geschiktheid van het personeelslid om zijn ambt terug op te nemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties. Die arts overhandigt zo spoedig mogelijk, eventueel na de arts-specialist bedoeld in § 1, tweede lid, te hebben geraadpleegd, zijn schriftelijke bevindingen aan het personeelslid.

§ 3. Na de overhandiging van zijn bevindingen door de arts van de medische dienst in het raam van een aanvraag voor verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid, kan het personeelslid, in onderling akkoord met de medische dienst, een arts-scheidsrechter aanwijzen binnen de twee werkdagen na de overhandiging van de bevindingen met het oog op het beslechten van het medisch geschil. Indien geen akkoord kan worden bereikt binnen de twee werkdagen kan het personeelslid met het oog op het beslechten van het medisch geschil een arts-scheidsrechter aanwijzen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde en voorkomt op de lijst die in uitvoering van de voornoemde wet werd vastgesteld.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en beslist over het medisch geschil binnen de drie werkdagen na zijn aanwijzing. Elke andere vaststelling blijft gedekt door het beroepsgeheim.

De kosten van die procedure, alsmede de eventuele verplaatsingskosten van het personeelslid, vallen ten laste van de in het ongelijk gestelde partij.

De arts-scheidsrechter brengt de arts-specialist bedoeld in § 1, tweede lid, en de arts van de medische dienst op de hoogte van zijn beslissing. De medische dienst en het personeelslid worden hiervan onmiddellijk verwittigd door de arts-scheidsrechter bij een ter post aangetekende brief.

Art. VIII.X.16septies. Indien de medische dienst van oordeel is dat het personeelslid geschikt is om zijn ambt terug op te nemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties dan geeft hij daarvan kennis aan de bevoegde overheid onder wie het personeelslid ressorteert.

L'autorité compétente invite le membre du personnel à reprendre le travail.

Si le membre du personnel ne donne pas suite à cette demande de reprendre le travail, il se trouve de plein droit en non-activité."

Art. 5. A l'article XI.II.21, alinéa 1^{er}, PJPOL, modifié par les arrêtés royaux du 13 juin 2005 et du 29 janvier 2014, les mots "dans le cadre des prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée visées à l'article VIII.X.16^{quater}," sont insérés entre les mots "tel que dû" et les mots "dans le cadre d'un congé pour interruption de carrière professionnelle à temps partiel".

Art. 6. A l'article XI.III.1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, PJPOL, modifié par les arrêtés royaux du 13 juin 2005 et du 29 janvier 2014, les mots "dans le cadre des prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée visées à l'article VIII.X.16^{quater}," sont insérés entre les mots "tel que dû" et les mots "dans le cadre d'un congé pour interruption de carrière professionnelle à temps partiel".

Art. 7. A l'article XI.III.29, § 5, alinéa 1^{er}, PJPOL, modifié par les arrêtés royaux du 26 mars 2005 et du 29 janvier 2014, les mots "dans le cadre des prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée visées à l'article VIII.X.16^{quater}," sont insérés entre les mots "tel que dû" et les mots "dans le cadre des régimes de la semaine volontaire de quatre jours".

Art. 8. A l'article XI.III.43, alinéa 1^{er}, PJPOL, modifié par les arrêtés royaux du 13 juin 2005 et du 29 janvier 2014, les mots "dans le cadre des prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée visées à l'article VIII.X.16^{quater}," sont insérés entre les mots "tel que dû" et les mots "dans le cadre d'un congé pour interruption de carrière professionnelle à temps partiel".

Art. 9. A l'article XI.IV.121, alinéa 1^{er}, PJPOL, modifié par les arrêtés royaux du 13 juin 2005 et du 29 janvier 2014, les mots "dans le cadre des prestations réduites suite à une inaptitude médicale de longue durée visées à l'article VIII.X.16^{quater}," sont insérés entre les mots "tel que dû" et les mots "dans le cadre d'un congé pour interruption de carrière professionnelle à temps partiel".

TITRE II. — Disposition finale

Art. 10. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

De bevoegde overheid nodigt het personeelslid uit het werk te hervatten.

Indien het personeelslid geen gevolg geeft aan deze vraag om het werk te hervatten, bevindt het zich van rechtswege in non-activiteit."

Art. 5. In artikel XI.II.21, eerste lid, RPPOL, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juni 2005 en 29 januari 2014, worden de woorden "in het raam van de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid bedoeld in artikel VIII.X.16^{quater}," ingevoegd tussen de woorden "zoals verschuldigd" en de woorden "in het raam van een verlof voor deeltijdse loopbaanonderbreking".

Art. 6. In artikel XI.III.1, § 2, eerste lid, RPPOL, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juni 2005 en 29 januari 2014, worden de woorden "in het raam van de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid bedoeld in artikel VIII.X.16^{quater}," ingevoegd tussen de woorden "zoals verschuldigd" en de woorden "in het raam van een verlof voor deeltijdse loopbaanonderbreking".

Art. 7. In artikel XI.III.29, § 5, eerste lid, RPPOL, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 maart 2005 en 29 januari 2014, worden de woorden "in het raam van de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid bedoeld in artikel VIII.X.16^{quater}," ingevoegd tussen de woorden "zoals verschuldigd" en de woorden "in het raam van de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek".

Art. 8. In artikel XI.III.43, eerste lid, RPPOL, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juni 2005 en 29 januari 2014, worden de woorden "in het raam van de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid bedoeld in artikel VIII.X.16^{quater}," ingevoegd tussen de woorden "zoals verschuldigd" en de woorden "in het raam van een verlof voor deeltijdse loopbaanonderbreking".

Art. 9. In artikel XI.IV.121, eerste lid, RPPOL, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juni 2005 en 29 januari 2014, worden de woorden "in het raam van de verminderde prestaties wegens een langdurige medische ongeschiktheid bedoeld in artikel VIII.X.16^{quater}," ingevoegd tussen de woorden "zoals verschuldigd" en de woorden "in het raam van een verlof voor deeltijdse loopbaanonderbreking".

TITEL II. — Slotbepaling

Art. 10. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 januari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Minister van Justitie,

K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/20114]

31 JANVIER 2017. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 en ce qui concerne l'exonération des prix et subsides payés ou attribués à des savants, des écrivains ou des artistes

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 90, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'AR/CIR 92;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 13 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 12 décembre 2016;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'avis n° 59.205/3 du Conseil d'État, donné le 28 avril 2016, par lequel il est établi qu'un arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 en ce qui concerne l'exonération des prix et subsides payés ou attribués à des savants, des écrivains ou des artistes n'est pas un arrêté qui comporte des prescriptions nouvelles, contraignantes, qui visent à régler une

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2017/20114]

31 JANUARI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 op het stuk van de belastingvrijstelling van prijzen en subsidies, betaald of toegekend aan geleerden, schrijvers of kunstenaars

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 90, eerste lid, 2^o;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 oktober 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 december 2016;

Gezien de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies nr. 59.205/3 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2016, waarbij wordt vastgesteld dat een koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 op het stuk van de belastingvrijstelling van prijzen en subsidies, betaald of toegekend aan geleerden, schrijvers of kunstenaars geen besluit is dat nieuwe, dwingende voorschriften